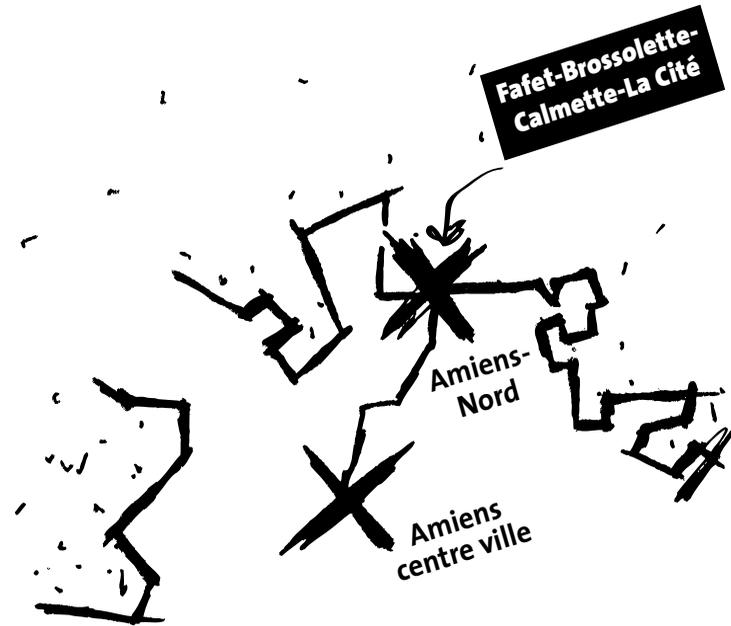




POUR UNE APICULTURE POLITIQUE

Accompagnement d'un processus de surgissement

Hugues Bazin



Au départ, il y a un petit quartier, **Fafet-Brossolette-Calmette-La Cité**, un bord de ville d'**Amiens-Nord**, classé « Zone urbaine sensible » (ZUS) en « Rénovation Urbaine » (RU), « Zones de sécurité prioritaires » (ZSP) et un collectif d'artistes et de scientifiques, **la Forge**. Le chercheur en sciences sociales **Hugues Bazin**, fait ici un résumé des entretiens avec les intervenants du projet « **la place des habitants** », mis en place par la Forge depuis 2011. *(voir la chronologie en fin de ce petit livret)*



QUELQUES MOTS CLEFS À PROPOS DE LA RECHERCHE-ACTION

Ce document est issu d'un travail en atelier de *recherche-action* dont les matériaux initiaux sont constitués par des entretiens réalisés auprès des principaux acteurs intervenant dans le cadre du projet « *La place des habitants* » animé par l'association *la Forge* et ses partenaires *Cardan* et *Carmen*. La forme atelier de *recherche-action* se comprend comme une invitation à se réapproprier ses matériaux.

Cette proposition ne concerne pas que les professionnels intervenants. Nous entrons en *recherche-action* lorsque nous faisons un « pas de côté » afin de changer de perspective sur notre engagement. Cela permet par exemple d'interroger la logique de projet comme support de l'action, de ce qui fait ville et territoire, particulièrement lorsque l'on travaille dans un quartier enclavé où relégué...

Ce processus où l'on se prend soi-même comme matériau d'étude s'appelle en *recherche-action* « **réflexivité** » : la personne n'est pas objet, mais sujet de la recherche. En même temps se produit un décalage dans la manière de penser la réalité sociale et de concevoir ses modes d'implication dans cette réalité sociale.



Nous proposons par exemple de réfléchir de manière **dialectique** et **systémique** par couple de termes, non pour les opposer, mais pour les mettre en tension : intervention et mise en situation, processus et dispositifs, surgissement et accompagnement, temps continu et temps intermittent, compétences et disciplines... Nous pouvons ainsi aborder la complexité des situations sociales en évitant tout réductionnisme et apporter des éléments de réponse que nous n'aurions pas imaginés autrement.

C'est dans ce décalage où l'on adopte une posture hybride d'« **acteur-chercheur** » que l'on peut interroger les fondamentaux de notre engagement social ou professionnel à travers les notions d'« agent-acteur-auteur ». Cette trilogie constitue les postures sur lesquelles on joue habituellement, mais qu'il est nécessaire aujourd'hui de questionner, voire de redéfinir d'autant plus qu'elles sont en crise. Il faut d'autres mots pour décrire la réalité contemporaine et ses enjeux. Il s'agit de se réappropriier le sens de ce que l'on fait, d'élaborer éventuellement un nouvel outillage méthodologique et d'évaluation.

Par exemple nous interrogeons l'injonction de « faire des projets » aussi bien dans notre vie personnelle que professionnelle. Mais comment des habitants peuvent s'approprier des projets ? C'est pourtant eux qui généralement sont mis au cœur à travers le principe

de « participation » qui est convoqué à chaque fois pour justifier de l'authenticité, de l'efficacité d'une intervention dans les quartiers ? Comment ceux qui habitent un territoire deviennent acteurs ? Plutôt que partir des projets nous préférons chercher des espaces en posant la question « où sont les espaces de rencontres possibles sur un territoire, quelles sont les possibilités d'un travail collectif, quelles sont les conditions d'un **espace du commun** ?

La *recherche-action*, comme tout processus, produit des transformations par l'apport de nouvelles connaissances et la capacité de dégager de nouvelles perspectives. Cela peut s'incarner par des expérimentations où cette dimension réflexive est intégrée dans l'action, ou encore des dispositifs interrogeant la manière de concevoir la gouvernance sur un territoire, les cadres de partenariat, etc.

Le « **laboratoire social** » est autre manière de nommer cet espace du commun où nous entrons dans une logique de coproduction mêlant plusieurs domaines d'activité : sociale, culturelle, scientifique, etc. Ce laboratoire social n'est pas un dispositif qui s'ajoute aux autres. Comprendons que la démarche de *recherche-action* est transversale à notre manière de faire habituelle. Elle n'entre pas non plus en concurrence avec les autres. Ce n'est pas un nouvel espace détaché de la réalité du quotidien, mais au contraire il réinvestit la réalité autrement.

Si la *recherche-action* apparaît aujourd'hui comme pertinente, c'est peut-être parce que les logiques professionnelles classiques n'arrivent pas ou n'arrivent plus à provoquer ces situations et accompagner ce processus. Si on ne peut pas définir cet espace du commun, alors la place des habitants se réduit, nous le savons, à une assignation territoriale. Nous pensons au contraire que la valorisation des compétences des habitants, de leur parcours d'expérience, de leur qualité d'expertise ne peut se faire autrement qu'à travers de nouveaux espaces.

-

LE JOUR OÙ LES POPULATIONS S'AUTOMISSIONNERONT

Bien souvent la culture professionnelle induit constamment l'utilisation du terme « problèmes » pour qualifier la réalité : problème dans la manière d'intervenir, problème dans les situations sociales rencontrées. Les populations et les territoires deviennent des « problèmes » : nous parlons de personnes en difficulté ou fragiles, de quartiers difficiles ou sensibles... Au point de considérer les spasmes du corps social comme une maladie dont il suffirait de trouver le bon traitement pour le guérir. La *recherche-action* nous indique au contraire que la réalité n'est pas un problème à résoudre comme s'il s'agissait d'une équation, mais plutôt un processus à développer en plaçant l'humain au centre.

C'est aussi une manière de dire que l'humain n'est pas du côté du problème, mais de la solution. Nous le voyons à travers la catégorie « problème », les logiques socioprofessionnelles d'intervention créent une certaine réalité du territoire. Par exemple, quand l'on parle d'« habitants » de qui parle-t-on, de quoi parle-t-on ? Est-ce que la personne se caractérise par le fait d'habiter un territoire ou par le fait d'agir sur ce territoire ? Le terme habité décrit quel rapport au territoire quand ce territoire est uniquement décrit de manière négative, par le manque ou l'absence ? La dégradation des conditions de vie sur le territoire est confondue avec la dégradation de la population dans un statut de sous-citoyens. Au contraire, en investissant un espace du commun, nous créons la possibilité pour les uns et les autres, les professionnels comme les non-professionnels, les intervenants comme les habitants l'opportunité de se positionner autrement. Ici ce n'est plus les problèmes qui nous désignent, c'est nous qui désignons la nécessité de répondre collectivement à une situation sociale. La légitimité professionnelle est-elle remise en cause si l'on se met ainsi en décalage avec sa posture d'intervenant sachant que ce sont les habitants eux-mêmes qui deviendraient « commanditaires » ? Ils pourraient **s'automissionner** pour intervenir sur leur propre situation bien qu'ils ne soient pas reconnus comme professionnels « compétents ». Doit-on opposer les légitimités entre elles ? Un professionnel ne gagne pas plus de légitimité en délégitimant les habitants, et

inversement. Si les habitants se placent plus facilement dans une « mise en situation » et les professionnels dans une « intervention », il ne s'agit pas de concevoir ces deux modes d'implication en opposition, mais bien dans une dialectique. L'intervention passe généralement par un dispositif qui prend un aspect interpartenarial, alors que la mise en situation se prévaut d'une autonomie par rapport aux dispositifs professionnels. L'intervention nécessite un accès au « terrain » via des relais alors que la mise en situation s'inscrit dans une émergence issue d'interactions, on y entre par cette mise en mouvement.

Avant de faire l'objet d'un dispositif « institué », une mise en situation instaure un **dispositif « instituant »** où ce sont les populations qui sont organisées comme « agents » et deviennent « commanditaires » légitimes pour faire venir par exemple des intervenants, artistes ou chercheurs en « résidence » sur leur quartier. Les partenaires peuvent jouer leur rôle en relayant cette commande et se charger des moyens pour construire un cadre à cette action. On peut très bien imaginer un espace autonome où des acteurs populaires s'automismissionnent en créant leur propre dispositif validé ensuite par l'institution. Prenons l'exemple de la **fête populaire**. Il n'y a pas de forme préétablie, elle se construit à partir des matériaux à disposition, il n'y a pas non plus de théorie ou de méta-discours sur la fête. Finalement, la fête existe bien comme une forme complexe et construite relevant de cet esprit du bricolage

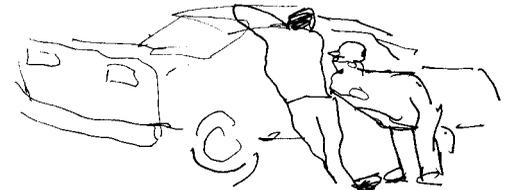
qui anime le milieu populaire. La fête n'est pas simple surgissement, cette émergence caractérise une forme sociale totale qui éclaire les modes de structuration des individus et de leurs aspirations. Pourtant, le processus de type « bricolage » n'a que faire du projet, il est de l'ordre de l'aléatoire, du contingent. C'est la confrontation avec les matériaux du quotidien qui inscrit le processus dans une production d'une forme reconnaissable comme expression sociale, culturelle ou artistique à l'instar de la fête populaire. C'est une manière de promouvoir la culture immatérielle non patrimoniale comme **capital social** des populations. C'est aussi réfléchir autrement à la **relation entre espace, lieu et territoire**, en concevant de nouvelles cartographies des ressources humaines, pas simplement un état des lieux. L'intérêt est surtout de mettre en valeur (visibilité, lisibilité) les richesses et les potentialités à travers les individus qui y habitent et qui y agissent, de privilégier les interstices urbains, les mobilités ou les déambulations, le rapport à l'espace public, les espaces intermédiaires de l'expérience humaine qui échappe aux catégories socioprofessionnelles ; bref, mettre en valeur ce par quoi la vie et la ville respirent, transpirent, se transforment. On comprend que la question n'est pas uniquement méthodologique ou de l'ordre des modalités de financement, elle prend aussi une dimension politique, particulièrement lorsqu'il s'agit de quartiers populaires. La tendance lourde a toujours été de professionnaliser des fonctions qui relevaient de l'accompagnement, de la solidarité ou de l'innovation

sociale à l'instar des « grands frères » dans les cités, de la « médiation culturelle », etc. Nous connaissons les dérives de cette professionnalisation qui est le cloisonnement des compétences en disciplines, le détachement de l'implication avec le mouvement social. Partir des compétences permettrait de se positionner autrement que dans un statut, une posture ou une appartenance catégorielle si l'on veut bien admettre qu'elles ne sont pas seulement la qualité ou la propriété d'un corps de métier. Elles sont aussi une ressource mobilisable et partageable en situation. Cela facilite le transfert de compétences d'un champ d'activité à un autre en créant les conditions d'une **multiréférentialité** qui remplacerait alors la notion d'interdisciplinarité dans la mise en place des dispositifs.

Par exemple, lorsque l'on parle d'insertion, peut-on déplacer le champ de compétences du corps de métier des travailleurs sociaux habituellement centré sur l'insertion individuelle vers le domaine de l'innovation sociale ? De fait, les habitants d'un quartier populaire sont souvent amenés à innover, ne serait-ce que pour survivre. Et si cette innovation se retrouve dans des zones grises comme celles de l'économie informelle, cela indique l'inadéquation des dispositifs à prendre en compte ces mouvements.

Traiter ces modes de vie comme marginaux en reportant le problème sur les habitants évite une remise en cause du système et produit un décalage entre les corps de métiers et la réalité sociale. Les professionnels sont alors soumis à une injonction paradoxale qui est d'accomplir une intervention du type « insertion » dont ils savent qu'elle ne correspond plus à une réponse satisfaisante. Ils sont tout de même sommés de l'accomplir, sachant qu'on leur fera de toute façon le reproche. Cela entraîne bien souvent un épuisement professionnel, un turn-over, des conflits internes et autres tensions.

En revanche, si l'on met en lumière comment chacun développe des compétences en situation, cela conduirait à l'instauration de situations plus égalitaires entre les différents acteurs puisqu'il n'y a pas une compétence qui serait supérieure à l'autre. Cela faciliterait d'autant l'intégration des habitants dans les dispositifs, mais aussi aiderait les professionnels à trouver des solutions alternatives. Par exemple, si le professionnel possède une méthodologie de projet, il est souvent désarmé pour travailler sur des processus sans finalité apparente dans des situations d'interactions qu'il ne maîtrise pas.



FAIRE CONFIANCE AU MOUVEMENT

Accepter le surgissement, voir le provoquer, est-ce dangereux ? Souvent est opposé la nécessité de l'accompagnement. Le surgissement décrit une manière de provoquer des situations afin de permettre l'émergence d'une parole, éventuellement des demandes ou des propositions sans plaquer au préalable une vision à laquelle il faudrait se conformer. Il s'agit d'être dans une attention, observation, disponibilité.

Le surgissement s'inscrit donc fortement dans une logique situationnelle. L'accompagnement s'inscrit lui dans une logique de projet. Il s'agit d'aider la personne à formuler un projet ou de servir de passerelle entre une démarche individuelle et les dispositifs existants sur le territoire, par exemple en termes d'insertion sociale ou de démarches de professionnalisation. À la différence du surgissement où les outils sont mobilisés, voire construits en situation, l'accompagnement possède déjà une méthodologie sans pour autant « faire à la place » de la personne, mais au service d'un cheminement « avec elle ».

On peut aussi « accompagner le surgissement », c'est-à-dire faire confiance au mouvement. Le danger, ce n'est pas de faire un film avec des rappers (exemple de « Bloc 5 » Cité Fafet, Amiens) et le mettre en discussion publique, c'est au contraire de fermer tout espace d'une discussion possible. Éviter la confrontation à une réalité même si elle

est douloureuse, contradictoire et conflictuelle, c'est la faire revenir violemment en boomerang à l'instar des séries émeutières qui émaillent les quartiers populaires depuis un quart de siècle. Si l'on considère que cette « mise en œuvre » se caractérise par la capacité de travailler sur des matériaux et leur donner une forme qui donne sens à notre vie, nous déclenchons en même un mouvement que l'on accepte de ne pas maîtriser totalement. Nous aurions tort de ne pas reconnaître cet « **art du bricolage** » comme autant d'œuvres autonomes que chacun peut regarder, comprendre et ingérer dans sa propre vie.

Le fait de venir de milieux populaires ne réduit en rien leur portée universelle. C'est aussi reconnaître un nouveau champ de compétences émergeant bien que cela ne passe pas par les credo habituels de la validation professionnelle, institutionnelle ou académique. Cette culture n'est pas faite uniquement de « bric et de broc », mais aussi de « briques et de trocs », c'est-à-dire un travail sur les matériaux, des transactions où chacun y trouve son compte, un véritable travail de la culture poussé par l'ingéniosité populaire à trouver une cohérence au-delà des situations absurdes et résister aux rapports de domination en les retournant, les déviant ou les contournant. Cette manière de faire apporte directement des réponses face à la déficience des pouvoirs publics. Il ne s'agit pas d'arrêter le mouvement, mais de faire confiance à sa capacité de dégager **une intelligence sociale** ; c'est-à-dire une intelligence qui n'est

pas simplement l'addition des intelligences individuelles, mais qui naît en situation, en réponse à des conditions d'existence. À ce titre, l'innovation sociale, le laboratoire social incarnent des formes d'intelligence où des acteurs « bricolent » des réponses.

-

FAIRE DU MIEL OU SON MIEL, POUR UNE APICULTURE POLITIQUE

On peut faire « son » miel et faire « du » miel si l'on conçoit le mouvement comme un écosystème. Pour rester dans la métaphore biologique, remarquons que dans la nature le miel est né de la relation improbable entre un système végétal représenté par ses fleurs et un système animal, les abeilles.

Les éléments de cet écosystème n'appartiennent pas à la même famille et pourtant la relation qui les relie est à la fois plus distante et plus forte qu'entre les membres de leur propre famille respective. Autrement dit, seule une diversité autorégulée garantit à la vie de se perpétuer. Si l'on transpose cette grille écosystémique dans notre relation entre les différents intervenants, professionnels ou non, nous pouvons considérer que bien n'appartenant pas à la même famille, il existe un besoin vital d'entrer en synergie pour travailler et diffuser le fruit de leur travail, et d'une certaine manière « faire société ».

C'est justement parce que nous sommes différents qu'une **interdépendance** est possible. Ainsi cette interdépendance est de l'ordre d'une **transaction** où chacun a besoin de l'autre. La question est alors quel est l'objet de transaction (symbolique, matériel) et comment accomplir cette transaction, selon quelle négociation implicite ou explicite, comment chacun peut y trouver son compte et dépasser les conflits d'intérêts.

L'intérêt ici d'une pensée écosystémique est de sortir de l'opposition entre amateur et professionnel, bricolage et discipline, pour permettre à chacun de trouver une place, même si l'acteur est « sans étiquette », sans appartenance revendiquée ou refusant l'étiquette qu'on lui assigne. Peuvent ainsi s'exprimer dans un écosystème des radicalités profondément différentes tout en favorisant la capacité de mobiliser des compétences en situation, de travailler sur les matériaux, d'amener à une production qui prend forme, de construire une parole dans l'espace public, etc.

Le modèle écosystémique n'étant pas intégré dans la pensée politique, reste le sentiment d'un immense gâchis humain lorsque la réponse en dernier recours est d'envoyer la garde prétorienne de la république cerner les quartiers, la répression policière assignant un peu plus l'habitant au territoire comme si l'acteur ne pouvait pas se définir autrement que par son appartenance territoriale et non

justement comme étant capable, par ses compétences et son expertises, de développer un travail sur cette complexité. On renvoie donc les rappeurs que nous citons et plus généralement les habitants du quartier, au mieux à des expressions folkloriques, sinon à celles d'un mal-être social qu'il suffirait de traiter ou d'ignorer. On dénie aux porteurs d'expressions bouillonnantes, parfois insurrectionnelles, le statut d'acteurs et encore moins d'agents d'un mouvement. On veut bien des productions issues de l'intervention dans les quartiers populaires à condition qu'elles soient considérées comme symptômes, mais n'apparaissent pas comme formes vivantes et entières d'un mouvement interrogeant la société tout entière.

Si nous pouvions conduire nos politiques à restaurer une véritable **pensée politique de la culture**, il s'agirait de les inviter à penser le social en termes de transformation et de production de nouvelles formes. Comprendre cet « état du mouvement » que présentent les œuvres émergentes, non comme objets séparés de production, mais comme fil conducteur entre un « proto mouvement » et un « méta mouvement », là où justement peuvent s'articuler accompagnement et surgissement, là où les acteurs peuvent avoir le sentiment de faire partie, non seulement d'une histoire, mais de l'histoire. Cette coupure des réalités et l'absence d'outils méthodologiques renouvelés font que les institutions

manquent d'interfaces et aussi sûrement manquent d'audace. Ce qui est une autre manière d'évoquer une **nouvelle gouvernance**. Ces interfaces se constituent à partir de qui, à partir de quoi, dans quels espaces, à partir de quels dispositifs, dans quelle logique dans quelle perspective ? Nombre d'interrogations restent encore en suspens. C'est une manière aussi de sortir des logiques concurrentielles, c'est-à-dire la loi du marché qui prévaut aujourd'hui dans la mise en place de projets. Dans tous les cas, nous voyons que le débat ne se situe pas pour les intervenants entre faire « son » miel et faire « du » miel, mais comment placer une pensée écosystémique du mouvement.

Les territoires sont enclavés et relégués, car la logique d'enfermement territorial (absence de lieux du commun, de service public, etc.) se double d'une logique d'enfermement de l'action qui ne sort pas elle-même du territoire comme si nous ne pouvions pas imaginer des espaces transversaux en établissant des correspondances en matière de nouvelle gouvernance. Les enjeux fonctionnent en vase clos. Les personnes, aussi bien les habitants que les intervenants, restent cantonnées au même espace. La question de la nouvelle gouvernance (qui ne se limite pas aux quartiers populaires) se pose à partir du moment où toutes les postures que nous avons décrites, celles d'acteurs, d'agents d'auteurs sont en crise et nécessite d'être repensées. Nous sommes dans des modèles d'action et de

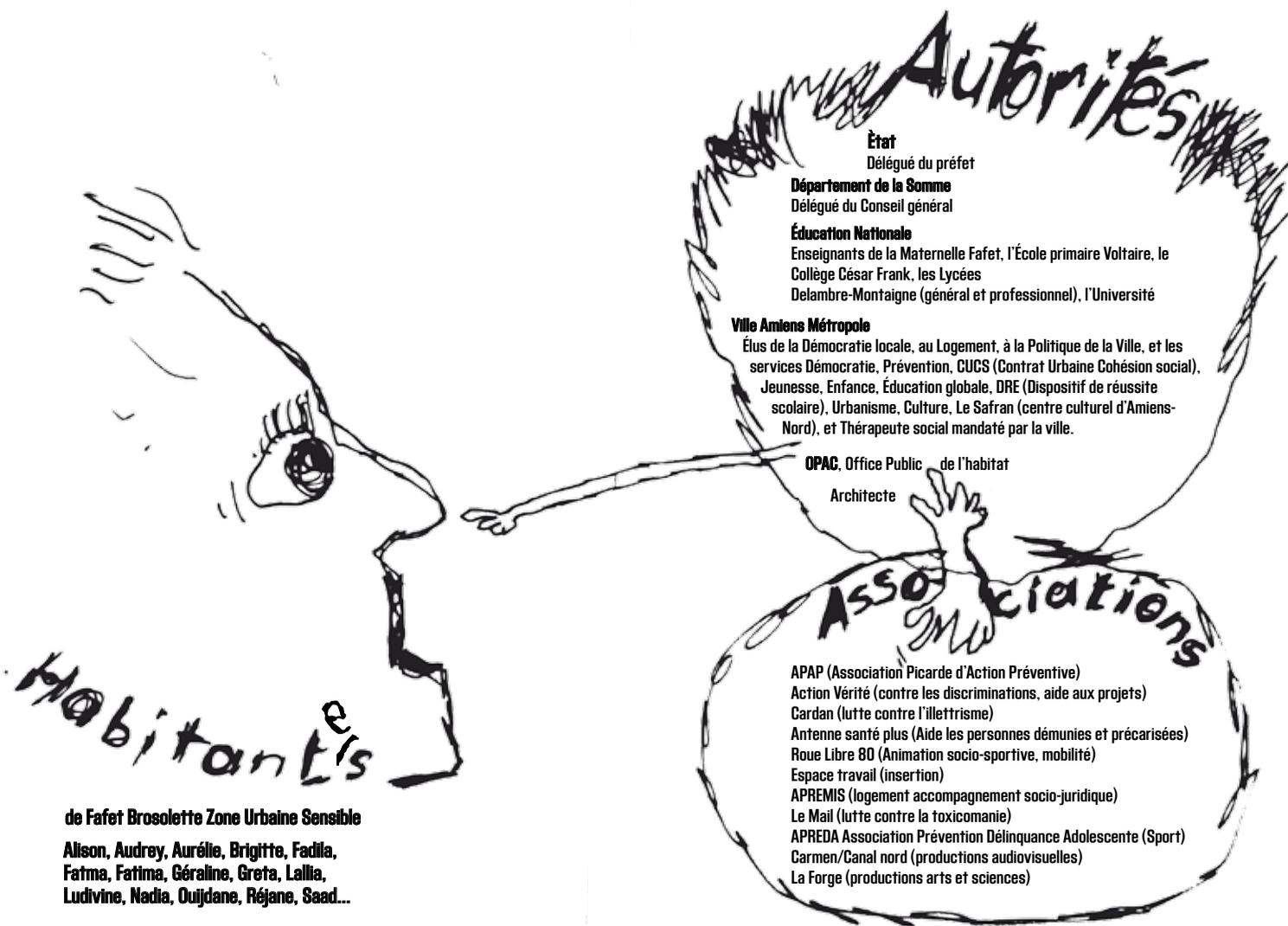
compréhension qui ne permettent pas de penser la réalité actuelle et de répondre à sa complexité.

Qu'est-ce qu'on construit ensuite à partir de cet espace réflexif, selon quel dispositif autonome et autogéré ?

Le collège d'acteurs coopérateurs, le laboratoire social, les ateliers d'artisans bricoleurs, des formes collectives restent à inventer pour travailler autrement sur un territoire.

Il s'agit en même temps de mettre en débat, de socialiser le travail de *recherche-action* comme celui que nous accomplissons. Cette logique exploratoire pourrait être admise par les institutions comme modalité cohérente de réponse aux questions sociales en créant un véritable espace de participation, de contribution et de coproduction des **acteurs-agents-auteurs** qui ne sont pas simplement des « habitants ». Ce qui revient à dire que les acteurs concernés élaborent une pensée politique et deviennent force de proposition par rapport aux politiques.





État

Délégué du préfet

Département de la Somme

Délégué du Conseil général

Éducation Nationale

Enseignants de la Maternelle Fafet, l'École primaire Voltaire, le Collège César Frank, les Lycées Delambre-Montaigne (général et professionnel), l'Université

Ville Amiens Métropole

Élus de la Démocratie locale, au Logement, à la Politique de la Ville, et les services Démocratie, Prévention, CUCS (Contrat Urbaine Cohésion social), Jeunesse, Enfance, Éducation globale, DRE (Dispositif de réussite scolaire), Urbanisme, Culture, Le Safran (centre culturel d'Amiens-Nord), et Thérapeute social mandaté par la ville.

OPAC, Office Public de l'habitat

Architecte

Associations

APAP (Association Picarde d'Action Préventive)

Action Vérité (contre les discriminations, aide aux projets)

Cardan (lutte contre l'illettrisme)

Antenne santé plus (Aide les personnes démunies et précarisées)

Roue Libre 80 (Animation socio-sportive, mobilité)

Espace travail (insertion)

APREMIS (logement accompagnement socio-juridique)

Le Mail (lutte contre la toxicomanie)

APREDA Association Prévention Délinquance Adolescente (Sport)

Carmen/Canal nord (productions audiovisuelles)

La Forge (productions arts et sciences)

de Fafet Brosiolette Zone Urbaine Sensible

Alison, Audrey, Aurélie, Brigitte, Fadila, Fatma, Fatima, Géraline, Greta, Lallia, Ludivine, Nadia, Oujdane, Réjane, Saad...

En 2011 la Forge vient à Favet Broscollette avec cette préoccupation: habiter ce quartier.

Sa prétention est d'essayer de faire entendre le habitant(e)s de ce quartier, de montrer leur vie, ici. Il faut donc que ces habitantes prennent la parole pour que nous la portions, à notre façon, par des croisements artistiques et scientifiques, dans la société. Il nous faut être présents, les voir, les écouter pour produire écrits littéraires et scientifiques, oeuvres photographiques, plastiques et graphiques rendant compte de leur vie. Démarche, avec d'autres questions dans d'autres lieux, que nous pratiquons depuis près de vingt ans. Nous qui débarquons dans ce quartier «sensible», nous nous sommes glissés aux côtés des acteurs présents et actifs, associatifs, représentants,

Chronologie

– 2011 –

Janvier / La Forge* commence son projet « la place des habitants» dans le quartier de Favet-Broscollette, bord d'Amiens-Nord. Avec deux autres associations que la Forge connaît bien : Cardan (lecture) et Carmen (production vidéo) qui ancrent leur travail (entre autres) sur ce quartier depuis des années...

missionnés par différentes autorités, pour trouver avec eux des synergies, des complémentarités nécessaires à notre démarche. Dès notre arrivée en janvier 2011, nous avons été confrontés à des incompréhensions, à des tensions, non pas avec les habitants, mais avec des agents, acteurs intervenant dans cet espace. C'est ce qui nous a amenés à lancer un travail collectif de recherche-action, un atelier commun de «prise de parole»... Malgré les difficultés dans les relations inter-associatives que ce livret relate, la Forge tient à exprimer tout le respect et la considération qu'elle ressent pour l'important travail accompli dans le quartier Favet-Broscollette par les agents-acteurs qui y interviennent.

Février / Réunion de coordination d'associations sous la conduite du Thérapeute social (TS), mandaté par la Ville d'Amiens, pour conduire un projet sur ce quartier en Rénovation Urbaine, projet intitulé « transformer ensemble ». Après la présentation de la démarche de la Forge, il craint « une certaine récupération du travail qui s'est fait... » Et du danger, que si on n'élabore pas là-dessus, c'est de saboter le projet... » (1/02/11).

Mars / Ouverture de « La Place des Habitants» par la Forge, Cardan, Carmen et l'APAP (Association Picarde d'Action Préventive) dans l'appartement de Cardan. Des rencontres avec thé et café, le jeudi après-midi. Plusieurs semaines après l'Apap se retire, sans explication. Les trois autres associations proposeront plus d'une cinquantaine de rencontres avec des habitant(e)s, jusqu'au 6 octobre 2012. Une lettre mensuelle aux habitants est diffusée dans les boîtes à lettres.

Avril / Suite à des «tensions», les associations de «La Place des Habitants» se réunissent avec le Thérapeute social. Elles sont d'accord entre elles : « ... On a besoin de sortir des codes habituels pour accompagner, inventer de nouvelles formes de travail. Mais on a besoin de travailler ensemble pour créer de nouvelles formes de travail. Groupe de recherche, un groupe informel, ouvert et autogéré... » (1/04/11).

La Forge propose alors de mettre en place avec les acteurs volontaires un espace collectif-collaboratif de recherche-action, avec le chercheur Hugues Bazin, un atelier sur la prise de la parole. Avec Cardan et Carmen, nous décidons de limiter cet espace, à nos trois associations.

Nous rencontrons le Conseil Général de la Somme pour lui proposer de financer cette démarche.

Octobre / Dans «La Place des Habitants», Cardan fait une lecture du livre jeunesse « L'expulsion » de Murielle Szac. De la discussion qui suivit, surgit la volonté des habitantes présentes d'écrire au Préfet pour dire la situation déplorable de leur quartier. Pour Cardan et Carmen « Cette lettre pose un problème quant à sa crédibilité pas assez... étouffée d'une réflexion plus globale sur les sujets qui touchent les habitants. Par ailleurs, nos trois associations demandent aujourd'hui des subventions pour mener un travail très important et de fond, cette lettre pourrait nuire à nos projets... » (21/10/11)

Novembre / Première réunion de recherche-action avec les trois associations, Hugues Bazin et Christophe Beaucourt, philosophe.

« Qu'est-ce qu'une parole légitime ? Qui est l'auteur ? Qui est l'acteur ? Qui est l'agent ? Quel principe pour un laboratoire social ? Légitimité et autorité ? »
Hugues Bazin

«Le terme accompagnement est révélateur de la réponse choisie.»
Christophe Beaucourt

Cette réunion sera aussi la dernière.

«Bloc 5 Story», le film de Carmen est présenté au FIFA (festival international du film d'Amiens) à la Maison de la culture d'Amiens. Bloc 5 est une «famille» de rappeurs de la rue Fafet. À leur côté, la Forge photographie, écrit. Par la suite, nous entendrons souvent dire que ce film pose problème, particulièrement aux «Autorités».

Décembre / La «Lettre aux autorités» rédigée par les habitantes de «La Place» est postée.

– 2012 –

Janvier / «La Place des habitants» réalise des rencontres avec les intervenants de ce quartier pour parler des problèmes soulevés par les habitantes dans leur lettre aux autorités. Plusieurs thèmes sont ainsi abordés : santé, enseignement, police, emploi, locataire, bailleur, logement, mobilité, sport, discrimination, accompagnement, transformation, culture. Sont produits par la Forge des écrits littéraires et scientifiques, des photographies et des œuvres plastiques.

Mars / Carmen souhaite que nous aidions les habitantes «à clarifier, à énoncer clairement leur questions». La Forge ne veut s'engager dans une telle démarche.

Avril / L'association Carmen se retire du projet «Transformer ensemble»... Le projet de l'association est depuis son origine de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas... Il semblerait qu'aujourd'hui ce travail n'est plus souhaité... Nous n'obtenons aucune réponse directe qui expliquerait cette «désaffection»... (Carmen, 19/04/12)

Mai / La Forge demande à Hugues Bazin d'effectuer une étude sur l'action collective (et son hybridation) autour de l'implication interdisciplinaire de la Forge dans le quartier Fafet-Brossolette.

Juin / Projection privée au Safran du film «Bloc 5 Story» : Quelles relations sont possibles avec les secteurs de la prévention, de la police, du social ? L'art et la culture sont-ils des médians potentiels ?

Août / Nuit de violences dans le quartier. À la suite, présence de journalistes (entre autres radio le Mouv). La Forge répond aux questions des journalistes. Carmen ne veut parler que de son travail.

Cardan ne veut pas répondre.

Juin / La Forge n'aura aucune aide de la «Politique de la Ville» pour des raisons infondées : dossier accepté puis renvoyé parce que déposé trop tard, l'année suivante, refus pour des projets qui ne sont pas dans la demande, puis refus pour «manque de lisibilité». Mais la «Culture» et la «Démocratie» de la Ville soutiennent financièrement depuis le début sa démarche à Fafet-Brossolette.

Septembre / Cardan, ayant décidé de ne plus participer à la démarche, annonce à la Forge qu'après la restitution à venir, elle fermera la porte de son local à la Forge qui devra continuer son travail ailleurs.

La restitution : «Invitations d'artistes et d'habitantes», expositions, projections avec «Cahier de doléances», projection «Bloc 5 Story», visite du «Groupe culture» de Cardan, visites d'écoles, rencontres (logement, jeunesse/police, éducation), du 27 septembre au 6 octobre.

Novembre / À partir de l'étude d'Hugues Bazin, la Forge propose une rencontre, et un atelier public : AGENTS, ACTEUR, AUTEUR ? Hugues Bazin précise : «Invitation pour un atelier de recherche-action en trois temps. Atelier interne / Texte de

synthèse de l'atelier / Atelier ouvert : renvoyer à partir des matériaux récoltés en entretien auprès de l'équipe de la Forge et de ses partenaires (Christophe Baticle, Anne Sophie Christy/APAP, Sylvie Coren, Alex Jordan, Denis Lachaud, Eric Larrayadiou, Laurence Lesueur, Maire Claude Quignon)

Décembre / «Atelier interne» chez Carmen avec Cardan, la Forge et Hugues Bazin :

«La parole tient du miracle. Ce qui tient du miracle, c'est qu'une parole soit entendue par ceux qui l'écoutent, qu'à cette parole entendue, ceux qui l'écoutaient puissent répondre par une autre parole et (renversement des rôles, déplacement à l'intérieur des méandres cérébraux) que cette parole, elle aussi puisse être entendue en retour...»
Extrait de : «Des questions en réponse», 5/12/12, Denis Lachaud.

... La Forge poursuit son travail. Des habitantes demandent à la Forge de participer à une réunion du collectif Albatros. «Ce collectif est composé d'institutionnels, appointés par la mairie, d'associations travaillant sur le quartier Fafet-Brossolette et d'habitantes, aucun homme n'y participe .

«L'ordre du jour est présenté par Bruno Desfontaines, thérapeute social (...) Autour de la table, deux groupes se distinguent aisément. D'un côté, les institutionnels et les associatifs, rompus aux codes de communication qui permettent à une réunion d'avoir lieu, d'avancer, d'être productive, efficace. De l'autre, les habitantes, qui arrivent en ordre dispersé au cours de la première heure de réunion, qui discutent par moments entre voisines, qui s'apostrophent et interviennent de façon désordonnée par rapport à la chronologie établie, celle de l'ordre du jour...»

Extrait de : «Réunion Collectif Albatros», 15/01/2013, Denis Lachaud.

- 2013 -

Janvier / Après l'envoi par la Forge du «cahier de doléances» aux autorités le 14/12 :

«...Le Cahier de doléances, élaboré grâce à la participation d'habitantes du quartier Fafet-Brossolette-Calmette à la fin du mois de septembre 2012 a été envoyé depuis à nombre d'institutions du Grand Amiénois. Les réponses et propositions de débat se sont fait attendre et il faut bien le reconnaître hélas, on ne se bouscule pas chez les décideurs pour apporter une oreille attentive aux préoccupations qui s'expriment pourtant depuis des décennies...»

Extrait de : « Le 17 à répondu », 15/01/2013, Christophe Baticle

Février / Atelier «Agents, acteurs, auteurs»

Hugues Bazin
Chercheur indépendant en sciences sociales
www.recherche-action.fr

La Forge,
Collectif de projets artistiques et scientifiques.
Avec Christophe Baticle, sociologue,
Valérie Debure et Alex Jordan, graphistes
de Nous Travaillons Ensemble,
Denis Lachaud, écrivain,
Eric Larrayadiou, photographe,
Marie Claude Quignon, plasticienne,
François Mairey, pratiques sociales et coordination.
www.laforge.org

à suivre...

